

L'ÉTAT, ENNEMI PRINCIPAL DU SYNDICALISME...

Le syndicalisme conformiste peut se déclarer satisfait. Le chef du gouvernement a fait dans son ministère une large place à ses militants. Les Marcel Paul, les Croizat, de l'*Union bien pensante des Syndicats de la Seine*, se retrouvent avec les maîtres à penser du syndicalisme d'obéissance, tel Thorez, ou les «frères catholiques» du syndicalisme confessionnel, tel Prigent, ministre du lapinisme officiel. Excellente occasion pour réaliser l'unité entre les confédéraux et les catholiques. Le malheur est que pour l'instant cette unité ne paraît guère se réaliser que sur la manière d'écluder les imprudentes promesses électorales faites aux fonctionnaires. La prime de 1.000 fr. à tous les agents des services publics a du plomb dans l'aile. Suivant une méthode vieille comme le monde, on se promet d'examiner les catégories, le nombre des enfants, l'ancienneté, etc..., de manière à noyer le poisson. Et les naïfs syndicalistes de s'étonner de voir comment une formule de meeting électoral peut se rétrécir au contact des réalités étatiques.

L'État, appareil centralisateur, absorbe la plus grande part des revenus du pays pour maintenir en place l'appareil de coercition (police, armée, diplomatie, etc...) qui lui permet de protéger les intérêts de ceux qui l'ont installé à la place qu'il occupe.

Les syndiqués, qui luttent pour l'amélioration de leur condition d'existence, se trompent lorsqu'ils désignent certains des leurs pour pénétrer dans les rouages de l'État. Ces militants, qui y pénètrent par la petite porte avec l'engagement tacite de ne pas bouleverser l'ordonnance, se trouvent devant des problèmes, pour eux irréductibles.

Accorder aux fonctionnaires la juste revendication qu'ils demandent leur est impossible, à moins de retrancher sur d'autres départements ministériels les sommes nécessaires et créer ainsi une autre source de mécontentement.

C'est à la lueur de cette impuissance ministérielle à résoudre des problèmes vitaux pour les travailleurs, sans mettre en danger cette forme tyrannique de centralisme qu'on appelle l'État et qui opprime, sous des formes différentes, les hommes depuis plus de vingt siècles, que l'on mesure toute la sagesse des pionniers du Mouvement Syndical, affirmant, lors de la rédaction de la Charte d'Amiens, leur volonté de mettre entre leur organisation, l'État-Moloch et le parlementarisme pourrissant une barrière infranchissable.

Certains, aveuglés par leurs préoccupations politiques, ont un peu oublié ces vérités premières. Les travailleurs des services publics, à qui on chicane la prime promise, les travailleurs des industries privées, à qui on parle de produire lorsqu'ils réclament une augmentation de salaire, ne tarderont pas à s'apercevoir de leur justesse.

Le monde capitaliste modifie avec souplesse toutes ses formes d'exploitation. Il est tantôt libéral, tantôt fasciste, tantôt étatiste; une seule chose reste importante pour lui: conserver l'État qui lui permet de continuer son exploitation de l'homme par l'homme.

C'est là l'ennemi que les travailleurs doivent attaquer de face, c'est la tâche que se fixent les syndicalistes libertaires.
